

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Intégration sociale et de Notre Ministre du Climat et de l'Energie, ayant le Développement durable et l'Environnement dans ses attributions, et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le contrat de gestion du « Fonds de réduction du coût global de l'énergie », annexés au présent arrêté, est établi conformément au texte annexé au présent arrêté.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de l'Intégration sociale et Notre Ministre du Climat et de l'Energie, ayant le Développement durable et l'Environnement dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

La Ministre de l'Intégration sociale,  
Mme M. ARENA

Le Ministre du Climat et de l'Energie,  
P. MAGNETTE

« Fonds de réduction du coût global de l'énergie »,  
société anonyme de droit public

Siège : 1050 Bruxelles, avenue Louise numéro 54, bte 1

Contrat de gestion

CONTRAT DE GESTION ENTRE L'ETAT BELGE  
ET LE FONDS DE REDUCTION DU COUT GLOBAL DE L'ENERGIE

1. Principes généraux

Dispositions légales

Article 1<sup>er</sup>. Les dispositions légales suivantes sont d'application :

1° Chapitre VIII de la loi-programme du 27 décembre 2005, relatif à la constitution du Fonds de réduction du coût global de l'énergie.

2° L'arrêté royal du 9 mars 2006 portant exécution du Chapitre VIII de la loi-programme du 27 décembre 2005, relatif à la constitution du Fonds de réduction du coût global de l'énergie.

Définitions

Art. 2. Pour l'exécution du présent contrat de gestion, on entend par :

1° Les ministres : le Ministre en charge du Développement durable, le Ministre en charge de l'Environnement, le Ministre en charge de l'Intégration sociale et le Ministre en charge de l'Energie.

2° La loi : le Chapitre VIII de la loi-programme du 27 décembre 2005, relatif à la constitution du Fonds de réduction du coût global de l'énergie.

3° Le Fonds : le Fonds de réduction du coût global de l'énergie.

4° Les statuts : l'arrêté royal du 9 mars 2006 portant exécution du Chapitre VIII de la loi-programme du 27 décembre 2005, relatif à la constitution du Fonds de réduction du coût global de l'énergie.

5° Le groupe cible : le groupe cible tel que défini par l'Arrêté royal du 2 juin 2006 portant définition du groupe cible des personnes les plus démunies du Fonds de réduction du coût global de l'énergie.

6° EL : Entité locale : instance qui, au niveau d'une ou plusieurs communes, s'occupe, de la réalisation locale des objectifs du Fonds, soit en tant qu'intermédiaire de crédit, soit en tant que prêteur.

7° Particulier : la personne physique qui emprunte des moyens financiers auprès de l'EL ou du Fonds en vue d'investissements économiseurs d'énergie dans son habitation privée ou qui jouit d'un service fourni en vertu du principe du tiers investisseur, dans le cadre duquel l'EL fait office d'ESCO.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Onze Minister van Klimaat en Energie tot wiens bevoegdheden de Duurzame Ontwikkeling en het Leefmilieu behoren, en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het beheerscontract van het Fonds ter reductie van de globale energiekost wordt vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 3.** Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Onze Minister van Klimaat en Energie tot wiens bevoegdheden de Duurzame Ontwikkeling en het Leefmilieu behoren zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juli 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën  
D. REYNDERS

De Minister van Maatschappelijke Integratie,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Klimaat en Energie,  
P. MAGNETTE

« Fonds ter reductie van de globale energiekost »  
naamloze vennootschap van publiek recht

Zetel : 1050 Brussel, Louizalaan nummer 54, bus 1

Beheerscontract

BEHEERSCONTRACT TUSSEN DE BELGISCHE STAAT EN HET  
FONDS TER REDUCTIE VAN DE GLOBALE ENERGIEKOST

1. Algemene principes

Wettelijke bepalingen

Artikel 1. Volgende wettelijke bepalingen zijn van toepassing :

1° Hoofdstuk VIII van de programmawet van 27 december 2005 betreffende de oprichting van het Fonds ter reductie van de globale energiekost.

2° Het koninklijk besluit van 9 maart 2006 tot uitvoering van Hoofdstuk VIII van de programmawet van 27 december 2005 betreffende de oprichting van het Fonds ter reductie van de globale energiekost.

Definities

Art. 2. Voor de uitvoering van dit beheerscontract wordt verstaan onder :

1° De ministers : de Minister bevoegd voor Duurzame Ontwikkeling, de Minister bevoegd voor Leefmilieu, de Minister bevoegd voor Maatschappelijke Integratie en de Minister bevoegd voor Energie.

2° De wet : Hoofdstuk VIII van de programmawet van 27 december 2005 betreffende de oprichting van het Fonds ter reductie van de globale energiekost.

3° Het Fonds : het Fonds ter reductie van de globale energiekost.

4° De statuten : het koninklijk besluit van 9 maart 2006 tot uitvoering van Hoofdstuk VIII van de programmawet van 27 december 2005 betreffende de oprichting van het Fonds ter reductie van de globale energiekost.

5° De doelgroep : de doelgroep zoals gedefinieerd door het koninklijk besluit van 2 juni 2006 houdende de definitie van de doelgroep van de meest behoeftigen van het Fonds ter reductie van de globale energiekost.

6° LE : Lokale Entiteit : instantie die op het niveau van één of meerdere gemeenten instaat voor de lokale realisering van doelstellingen van het Fonds, hetzij als kredietbemiddelaar, hetzij als kredietgever.

7° Particulier : de natuurlijke persoon die financiële middelen ontleent bij de LE of het Fonds met het oog op energiebesparende investeringen in zijn/haar privé-woning of die geniet van een dienst verleend volgens het derde investeerderprincipe waarbij de LE optreedt als ESCO.

8° ESCO : Energy Service Company. Organisation offrant au client des services énergétiques ayant pour but des investissements économiseurs d'énergie.

9° Principe du tiers investisseur : principe selon lequel l'investissement dans des interventions en vue d'une économie d'énergie est financé par le Fonds ou l'EL. Le remboursement de cet investissement par le particulier du groupe cible se fait à concurrence de la réduction sur la facture d'énergie.

10° Prêteur : toute personne (physique ou morale) qui octroie des contrats de crédit tels que définis dans la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et qui dispose d'un agrément ou d'un enregistrement.

11° Intermédiaire de crédit : toute personne (physique ou morale) qui intervient en tant qu'intermédiaire dans des contrats de crédit tels que définis dans la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et qui est enregistrée à cette fin.

#### Parties

Art. 3. Le présent contrat de gestion engage l'Etat belge, d'une part, et le Fonds, d'autre part, et régit les relations entre les parties ainsi que les droits, devoirs et responsabilités de chacune d'entre elles. Il ne fait naître aucun droit ni engagement à l'égard de tiers.

#### Durée de validité

Art. 4. Le présent contrat de gestion est conclu pour une durée d'un an. Il est à chaque échéance reconduit tacitement pour une période d'un an, avec une durée de validité totale de maximum 5 ans. Au plus tard au bout de deux ans et demi, il est procédé à une évaluation intermédiaire.

Art. 5. Le présent contrat de gestion définit entre autres les règles et principes selon lesquels le Fonds remplit sa mission. Ceux-ci peuvent être explicités dans un règlement d'ordre intérieur du Fonds.

Les obligations du Fonds, qui sont formulées d'une manière générale dans le présent contrat de gestion, sont d'application pour autant que le Fonds ne soit pas empêché de les respecter, plus précisément dans les cas où il est dans l'impossibilité de respecter ses obligations pour des raisons qui ne peuvent pas être imputées au Fonds.

#### 2. Mission

Art. 6. Les missions du Fonds sont définies dans la loi et les statuts.

Le Fonds a pour objet de favoriser les réductions du coût global de l'énergie en, en concertation avec les Régions :

1° intervenant dans le financement de mesures structurelles pour le groupe cible, dans des habitations privées servant de résidences principales.

2° octroyant des prêts bon marché au particulier, pour des mesures structurelles dans des habitations privées servant de résidences principales.

Le Fonds définit les règles relatives à la répartition de ses moyens entre les deux missions.

Art. 7. En vue d'accomplir sa mission, le Fonds collabore avec des entités locales qui sont reconnues par le Fonds et avec des personnes morales désignées à cet effet par les régions.

L'EL est proposée par la commune après concertation avec le C.P.A.S., dont la preuve est apportée par le biais d'une copie du compte rendu du comité de concertation commune C.P.A.S.

Le territoire d'action de l'EL peut se situer sur une ou plusieurs communes. Dans ce dernier cas, l'EL est proposée par les différentes communes concernées après concertation avec les C.P.A.S. concernés.

Le Fonds peut conclure avec l'EL un contrat de collaboration en qualité de prêteur de crédit ou d'intermédiaire de crédit. L'EL ne peut agir qu'en qualité d'intermédiaire de crédit qu'au nom et pour le compte du gouvernement régional concerné.

Art. 8. Le Fonds peut uniquement conclure un contrat de collaboration avec une EL qui satisfait au moins aux conditions suivantes

1° en qualité de prêteur :

- disposer de la personnalité juridique;

- disposer de l'expérience et de la capacité critique nécessaires sur les plans technique, juridique, financier et comptable; l'EL peut éventuellement recourir à cette fin, par l'intermédiaire du Fonds ou des personnes morales désignées par les Régions, à des moyens de personnel et de fonctionnement. Le Conseil d'administration du Fonds définira des critères à cette fin;

8° ESCO : Energy Service Company. Organisatie die energiediensten aanbiedt aan de klant, gericht op energiebesparende investeringen.

9° Derde investeerderprincipe : principe waarbij de investering in energiebesparende ingrepen gefinancierd wordt door het Fonds of de LE. De terugbetaling van die investering door de particulier uit de doelgroep gebeurt à rato van de vermindering op de energiefactuur.

10° Kredietgever : elke persoon (natuurlijk of rechtspersoon) die kredietovereenkomsten zoals omschreven in de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet toestaat en over een erkenning of een registratie beschikt.

11° Kredietbemiddelaar : Elke persoon (natuurlijk of rechtspersoon) die als tussenpersoon inzake kredietovereenkomsten zoals omschreven in de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet optreedt en daartoe over een inschrijving beschikt.

#### Partijen

Art. 3. Dit beheerscontract bindt de Belgische Staat, enerzijds, en het Fonds, anderzijds, en regelt de betrekkingen tussen de partijen alsook de rechten, plichten en verantwoordelijkheden van elke partij. Het doet geen enkel recht of geen enkele verbintenis jegens derden ontstaan.

#### Geldigheidsduur

Art. 4. Dit beheerscontract wordt gesloten voor een duur van één jaar. Het wordt stilzwijgend hernieuwd voor telkens één jaar, met een totale geldigheidsduur van maximum 5 jaar. Ten laatste na 2,5 jaar vindt een tussentijdse evaluatie plaats.

Art. 5. Dit beheerscontract stelt, onder andere, de regels en principes vast volgens dewelke het Fonds zijn opdracht vervult. Deze kunnen worden uitgewerkt in een huishoudelijk reglement van het Fonds.

De verplichtingen van het Fonds, die in dit beheerscontract op een algemene wijze zijn vermeld, zijn van toepassing voor zover het Fonds niet verhinderd wordt om ze na te leven, namelijk wanneer het zijn verplichtingen onmogelijk kan nakomen wegens redenen die het Fonds niet ten laste kunnen worden gelegd.

#### 2. Opdracht

Art. 6. De opdrachten van het Fonds zijn bepaald bij wet en in de statuten.

Het Fonds heeft tot doel reducties van de globale energiekost te bevorderen door, in overleg met de Gewesten :

1° Tussenbeide te komen in de financiering van structurele maatregelen voor de doelgroep, in privé woningen die dienen als hoofdverblijfplaats.

2° Het verstrekken van goedkope leningen aan de particulier, voor structurele maatregelen in privé woningen die dienen als hoofdverblijfplaats.

Het Fonds bepaalt de regels met betrekking tot de verdeling van haar middelen over beide opdrachten.

Art. 7. Met het oog op het vervullen van haar opdracht, werkt het Fonds samen met lokale entiteiten, die door het Fonds worden erkend en met de rechtspersonen die daartoe door de gewesten zijn aangewezen.

De LE wordt door de gemeente voorgesteld, na overleg met het O.C.M.W. dat wordt aangetoond door middel van een kopie van het verslag van het overlegcomité gemeente-O.C.M.W.

De territoriale werking van de LE kan zich op één of meerdere gemeenten situeren. Zij wordt in dat laatste geval voorgesteld door de verschillende betrokken gemeenten, na overleg met de betrokken O.C.M.W.'s.

Het Fonds kan met de LE een samenwerkingsovereenkomst afsluiten in hoedanigheid van kredietgever of kredietbemiddelaar. De LE kan slechts als kredietbemiddelaar optreden in naam en voor rekening van de desbetreffende Gewestregering.

Art. 8. Het Fonds kan enkel een samenwerkingsovereenkomst sluiten met een LE die minstens aan volgende voorwaarden voldoet

1° in hoedanigheid van kredietgever :

- over rechtspersoonlijkheid beschikken;

- over de nodige expertise en kritische capaciteit beschikken op technisch, juridisch, financieel en boekhoudkundig vlak; De LE kan hiervoor eventueel, via het Fonds of rechtspersonen aangeduid door de Gewesten, beroep doen op personeels- en werkmiddelen. De Raad van bestuur van het Fonds zal hiervoor criteria vastleggen;

- pouvoir fonctionner selon le principe du tiers investisseur et faire office d'Energy Service Company dans le cadre du financement d'interventions pour le groupe cible;

- pouvoir garantir l'encadrement social du groupe cible. Le conseil d'administration du Fonds définira des critères à cette fin;

- être agréé ou enregistré en tant que prêteur.

2° En qualité d'intermédiaire de crédit :

- disposer de la personnalité juridique;

- disposer de l'expérience et de la capacité critique nécessaires sur les plans technique, juridique, financier et comptable; l'EL peut éventuellement recourir à cette fin, par l'intermédiaire du Fonds, à des moyens de personnel et de fonctionnement. Le conseil d'administration du Fonds définira des critères à cette fin;

- pouvoir faire office d'Energy Service Company dans le cadre du financement d'interventions pour le groupe cible;

- pouvoir garantir l'encadrement social du groupe cible. Le conseil d'administration du Fonds définira des critères à cette fin;

- être agréé en tant qu'intermédiaire de crédit.

- l'accord du gouvernement régional concerné pour fonctionner en qualité d'intermédiaire de crédit.

Art. 9. Dans le cadre de sa mission :

1° A l'égard des EL en tant que prêteur :

Le Fonds prête aux EL les moyens financiers nécessaires. Ces opérations se font sur la base d'un montant global qui peut être réservé par l'EL auprès du Fonds et qui sera utilisé dans divers dossiers individuels de particuliers. L'EL justifie le montant demandé afin d'offrir la garantie qu'il n'y aura pas de discrimination entre les deux objectifs du Fonds ni au sein du groupe cible. L'EL prête à son tour des moyens financiers au particulier ou finance pour lui des mesures structurelles selon le principe du tiers investisseur. Les personnes morales ayant un objectif social peuvent également emprunter des moyens à l'EL dans le cadre d'une intervention dans le financement de mesures structurelles pour le groupe cible. Dans ce cas, l'approbation préalable du Fonds est requise. Dans un tel dossier, l'EL peut ou non agir en tant qu'ESCO.

Le montant minimum et maximum que l'EL peut négocier auprès du Fonds sera déterminé compte tenu du nombre d'habitants et du pourcentage d'habitants faisant partie du groupe cible dans la ou les communes sur le territoire de laquelle (desquelles) l'EL déploie ses activités. Le conseil d'administration du Fonds définira à cette fin des critères. Le montant maximum que l'EL peut prêter à un particulier ne peut jamais dépasser 10.000 euros. Les montants supérieurs doivent explicitement être accordés par le Fonds. Le Fonds veille également à ce que le taux d'intérêt de l'EL au particulier ou à la personne morale ne dépasse pas le taux imputé par le Fonds à l'EL.

2° A l'égard des EL en tant qu'intermédiaire de crédit :

Le Fonds prête aux particuliers les moyens financiers nécessaires ou finance pour eux des mesures structurelles selon le principe du tiers investisseur. Ces opérations se font sur la base d'un dossier individuel qui est introduit par l'EL auprès du Fonds. L'EL justifie le montant demandé afin d'offrir la garantie qu'il n'y aura pas de discrimination entre les deux objectifs du Fonds ni au sein du groupe cible. Les personnes morales ayant un objectif social peuvent également emprunter des moyens au Fonds dans le cadre d'une intervention dans le financement de mesures structurelles pour le groupe cible. Dans un tel dossier, l'EL peut ou non agir en tant qu'ESCO. Le montant minimum et maximum que l'EL peut négocier auprès du Fonds sera déterminé compte tenu du nombre d'habitants et du pourcentage d'habitants faisant partie du groupe cible dans la ou les communes sur le territoire de laquelle (desquelles) l'EL déploie ses activités. Le conseil d'administration du Fonds définira à cette fin des critères. Le montant maximum que l'EL peut négocier au profit d'un particulier ne peut jamais dépasser 10.000 euros. Les montants supérieurs doivent explicitement être accordés par le Fonds.

L'entité locale comme intermédiaire de crédit est tenue de demander au particulier et aux personnes morales sollicitant un contrat de crédit, les renseignements exacts et complets qu'elle juge nécessaires afin d'apprécier leur situation financière et leurs facultés de remboursement et, en tout état de cause, leurs engagements financiers en cours. Elle ne peut introduire un contrat de crédit si, compte tenu des informations dont elle dispose ou devrait disposer, elle estime que le demandeur n'est pas à même de respecter les obligations découlant du contrat de crédit.

- kunnen werken volgens het derde investeerderprincipe en fungeren als lokale Energy Service Company in het kader van de financiering van tussenkomsten voor de doelgroep;

- de sociale begeleiding van de doelgroep kunnen garanderen. De raad van bestuur van het Fonds zal hiervoor criteria vastleggen;

- erkend of geregistreerd zijn als kredietgever.

2° In hoedanigheid van kredietbemiddelaar :

- over rechtspersoonlijkheid beschikken;

- over de nodige expertise en kritische capaciteit beschikken op technisch, juridisch vlak; De LE kan hiervoor eventueel, via het Fonds, beroep doen op personeels- en werkmiddelen. De raad van bestuur van het Fonds zal hiervoor criteria vastleggen;

- kunnen fungeren als lokale Energy Service Company in het kader van de financiering door het Fonds van tussenkomsten voor de doelgroep;

- de sociale begeleiding van de doelgroep kunnen garanderen. De raad van bestuur van het Fonds zal hiervoor criteria vastleggen;

- erkend zijn als kredietbemiddelaar

- het akkoord van de desbetreffende gewestregering om in de hoedanigheid van kredietbemiddelaar te functioneren.

Art. 9. In het kader van haar opdracht

1° Ten aanzien van de LE als kredietgever :

Leent het Fonds de nodige financiële middelen aan de LE. Dit gebeurt aan de hand van een globaal bedrag dat door de LE bij het Fonds kan worden gereserveerd en dat zal worden aangewend in diverse individuele dossiers van particulieren. De LE motiveert het gevraagde bedrag teneinde de garantie te bieden dat er geen discriminatie zal plaatsvinden tussen de beide doelstellingen van het Fonds en binnen de doelgroep. De LE leent op haar beurt financiële middelen aan de particulier of financiert voor hem structurele maatregelen volgens het derde investeerderprincipe. Rechtspersonen met een sociale doelstelling kunnen eveneens bij de LE middelen ontlenen in het kader van de tussenkomst in de financiering van structurele maatregelen voor de doelgroep. In dat geval is de voorafgaande goedkeuring van het Fonds vereist. In een dergelijk dossier, kan de LE al dan niet optreden als ESCO.

Het minimum- en maximumbedrag dat de LE kan ontlenen aan het Fonds zal bepaald worden, rekening houdend met het inwonersaantal en het percentage doelgroepbewoners van de gemeente of gemeenten op wiens grondgebied de LE werkzaam is. De raad van bestuur van het Fonds zal hiervoor criteria vastleggen. Het maximum bedrag dat de LE kan lenen aan een particulier kan nooit hoger dan euro 10.000 euro. Hogere bedragen dienen uitdrukkelijk door het Fonds te worden toegestaan. Het Fonds ziet er tevens op toe dat het interestpercentage van de leningen van de LE aan de particulier of aan de rechtspersoon, niet hoger is dan het percentage dat door het Fonds aan de LE wordt aangerekend.

2° Ten aanzien van de LE als kredietbemiddelaar :

Leent het Fonds de nodige financiële middelen aan de particulieren of financiert voor hem structurele maatregelen volgens het derde investeerderprincipe. Dit gebeurt aan de hand van een individuele dossier dat door de LE bij het Fonds wordt ingediend. De LE motiveert het gevraagde bedrag teneinde de garantie te bieden dat er geen discriminatie zal plaatsvinden tussen de beide doelstellingen van het Fonds en binnen de doelgroep. Rechtspersonen met een sociale doelstelling kunnen eveneens bij het Fonds middelen ontlenen in het kader van de tussenkomst in de financiering van structurele maatregelen voor de doelgroep. In een dergelijk dossier, kan de LE al dan niet optreden als ESCO. Het minimum- en maximumbedrag dat de LE kan bemiddelen bij het Fonds zal bepaald worden, rekening houdend met het inwonersaantal en het percentage doelgroepbewoners van de gemeente of gemeenten op wiens grondgebied de LE werkzaam is. De raad van bestuur van het Fonds zal hiervoor criteria vastleggen. Het maximum bedrag dat de LE kan bemiddelen ten behoeve van een particulier kan nooit hoger dan euro 10.000 euro. Hogere bedragen dienen uitdrukkelijk door het Fonds te worden toegestaan.

De LE als kredietbemiddelaar moet aan de particulier of rechtspersoon die om een kredietovereenkomst verzoekt, de juiste en volledige informatie vragen die hij noodzakelijk acht om hun financiële toestand en hun terugbetalingsmogelijkheden te beoordelen en, in ieder geval, hun lopende financiële verbintenissen. Hij kan geen kredietaanvraag indienen voor een consument waarvoor hij, gelet op de inlichtingen waarover hij beschikt of zou moeten beschikken, van oordeel is dat de verzoeker duidelijk niet in staat zal zijn de verplichtingen voortvloeiend uit de kredietovereenkomst, na te komen.

Art. 10. Les moyens de fonctionnement du Fonds sont en premier lieu utilisés pour le fonctionnement central et en outre pour le support de l'entité locale. Ce support se fera sur la base de critères objectifs.

Le Fonds assure le support pratique des EL en fournissant notamment des manuels, des critères de qualité pour les investissements, des contrats-types, un site Internet et éventuellement des formations pour le personnel des EL, compte tenu des instruments déjà disponibles à l'échelle régionale.

Art. 11. Le contrat de collaboration visé à l'article 7 définit au moins ce qui suit :

- la qualité de l'EL, à savoir prêteur ou intermédiaire de crédit;
- la manière dont l'EL demande les moyens financiers auprès du Fonds;
- le montant maximal que l'EL peut emprunter auprès du Fonds ou qu'elle peut négocier;
- le montant qui est mis par le Fonds ou par le gouvernement régional concerné à la disposition de l'EL en vue d'assurer la présence au sein de l'EL de l'expérience et de la capacité critique nécessaires;
- les modalités du prêt des montants prêtés par le Fonds. Celles-ci doivent correspondre le plus possible aux projets réels de l'EL et de ses clients;
- la manière dont les moyens prêtés par le Fonds sont mis à la disposition de l'EL en tant que prêteur;
- le(s) taux d'intérêt au(x)quel(s) les prêts seront octroyés : celui-ci/ceux-ci peu(ven)t être différencié(s) en fonction du groupe cible;
- le rapport entre les prêts au groupe cible et les prêts accordés à des particuliers ne faisant pas partie du groupe cible. Il convient à cet égard de tenir compte du pourcentage d'habitants du territoire de fonctionnement de l'EL qui font partie du groupe cible;
- la manière dont le Fonds offre un support pratique à l'EL;
- la manière dont l'EL surveillera les prêts qu'elle accorde ou négocie, plus précisément la manière dont l'EL veillera à ce que les moyens accordés soient utilisés le plus efficacement possible en termes d'économie d'énergie;
- la manière dont l'EL informera le Fonds des dossiers de prêt individuels qu'elle accorde;
- la manière dont l'EL offrira le support nécessaire au particulier ou à la personne morale en ce qui concerne l'évaluation de l'investissement en termes d'économie d'énergie;
- la manière dont l'EL, au cas où le particulier n'est pas propriétaire de l'habitation où l'investissement économiseur d'énergie est prévu, engagera le propriétaire de l'habitation. Elle peut notamment aspirer à un engagement financier du propriétaire dans l'investissement et/ou à une réduction du loyer par le propriétaire assortie d'un engagement relatif à la durée du contrat de bail et/ou à la prise en gestion sociale de l'habitation, le tout dans le but d'aboutir à une situation de « win-win » tant pour le locataire que pour le propriétaire. L'EL ne peut accorder ou négocier le prêt à un particulier faisant partie du groupe cible qu'après l'avis favorable du C.P.A.S. ou du service de médiation de dettes agréé;
- la manière dont l'EL prévoira la possibilité de faire procéder à un audit énergétique;
- la manière dont le Fonds exercera sa compétence de contrôle telle que définie à l'article 13.

Art. 12. Le Fonds veille à ce que les contrats entre le Fonds/l'EL et le particulier prévoient une obligation pour ce dernier d'accepter un encadrement ou une gestion budgétaire de la part du C.P.A.S. de la commune où le particulier a son domicile, ou de la part d'un autre service de médiation de dettes agréé, si un problème de remboursement se pose.

Le Fonds aspire à un pourcentage de défaut de paiement le plus bas possible et a pour objectif de ne pas dépasser les 3 % de défaut de paiement. En aucun cas, le pourcentage de défaut de paiement ne peut excéder les 5 %.

Le Fonds ne peut procéder à la suspension ou à la quittance de remboursement par l'EL ou le particulier qu'après que le dossier du particulier en question a été repris dans une médiation de dette formelle et que l'EL a prouvé avoir consenti tous les efforts nécessaires en vue du remboursement par le particulier.

Art. 10. De werkmiddelen van het Fonds worden in de eerste plaats aangewend voor de centrale werking en daarnaast voor de ondersteuning van de lokale entiteit. Deze ondersteuning zal gebeuren op basis van objectieve criteria.

Het Fonds staat in voor de praktische ondersteuning van de LE door onder meer te voorzien in handleidingen, kwaliteitscriteria voor de investeringen, modelcontracten, website en eventueel vorming en opleiding voor het personeel van de LE, rekening houdend met de instrumenten die reeds beschikbaar zijn op regionaal vlak.

Art. 11. De samenwerkingsovereenkomst, bedoeld in artikel 7, bepaalt minstens het volgende :

- de hoedanigheid van de LE, te weten kredietgever of kredietbemiddelaar;
- de wijze waarop de LE de financiële middelen aanvraagt bij het Fonds;
- het maximale bedrag dat de LE bij het Fonds kan ontfangen of waarvoor zij kan bemiddelen;
- het bedrag dat door het Fonds of de desbetreffende gewestregering aan de LE ter beschikking gesteld wordt met het oog op het verzekeren van de nodige expertise en kritische capaciteit binnen de LE;
- de leningsmodaliteiten van de door het Fonds geleende bedragen. Zij dienen zo veel mogelijk overeen te stemmen met de reële projecten van de LE en haar cliënten;
- de wijze waarop de door het Fonds geleende middelen ter beschikking worden gesteld van de LE als kredietgever;
- de rentevoet(en) tegen dewelke de leningen zullen worden toegestaan : deze kunnen verschillen in functie van de doelgroep;
- de verhouding tussen de leningen aan de doelgroep en de leningen aan de particulieren die niet tot de doelgroep behoren. Hiervoor moet rekening gehouden worden met het percentage inwoners van het werkingsgebied van de LE dat binnen de doelgroep valt;
- de wijze waarop het Fonds praktische ondersteuning biedt aan de LE;
- de wijze waarop de LE zal toezien op de door haar toegestane of bemiddelde leningen, meer bepaald de wijze waarop de LE erover zal waken dat de toegekende middelen zo efficiënt mogelijk worden aangewend op het vlak van energiebesparing;
- de wijze waarop de LE het Fonds informeert over de individuele leningdossiers die zij toestaat;
- de wijze waarop de LE de nodige ondersteuning zal bieden aan de particulier of rechtspersoon m.b.t. de beoordeling van de investering op het vlak van energiebesparing;
- de wijze waarop de LE, in het geval dat de particulier geen eigenaar is van de woning waar de energiebesparende investering wordt voorzien, de eigenaar van de woning zal engageren. Dit kan onder meer gebeuren door te streven naar een financieel engagement van de eigenaar in de investering en/of een vermindering vanwege de eigenaar op het vlak van de huurprijs en een engagement met betrekking tot de duur van de huurovereenkomst en/of het in sociaal beheer nemen van de woning. Dit alles met de bedoeling te komen tot een « win-win situatie » voor zowel huurder als eigenaar. De LE kan de lening aan een particulier behorend tot de doelgroep enkel toestaan of bemiddelen na positief advies van het O.C.M.W. of de erkende schuldbemiddeldienst.
- de wijze waarop de LE zal voorzien in de mogelijkheid om een energie-audit te laten uitvoeren.
- de wijze waarop het Fonds zijn controlebevoegdheid, zoals bepaald in artikel 13, zal vervullen.

Art. 12. Het Fonds ziet erop toe dat in de overeenkomsten tussen het Fonds/de LE en de particulier wordt voorzien in een verplichting van deze laatste om een budgetbegeleiding of -beheer te aanvaarden vanwege het O.C.M.W. van de gemeente waar de particulier zijn woonplaats heeft, of vanwege een andere erkende schuldbemiddelingsdienst, indien zich een probleem van terugbetaling stelt.

Het Fonds beoogt een zo laag mogelijk percentage van wanbetalingen en streeft er naar de 3 % wanbetalingen niet te overschrijden. In geen geval mag het percentage wanbetalingen meer dan 5 % bedragen.

Het Fonds kan enkel overgaan tot opschorting of kwijtschelding van terugbetaling door de LE of de particulier nadat het dossier van de particulier in kwestie is opgenomen in een formele schuldbemiddeling en nadat de LE heeft aangetoond alle nodige inspanningen te hebben gedaan met het oog op de terugbetaling door de particulier.

En cas de quittance donnée par le Fonds à l'EL, celle-ci ne dépassera jamais 5 % du montant total emprunté par l'EL.

Art. 13. Le Fonds exerce un contrôle sur l'EL en vue de l'accomplissement de sa mission légale et de la lutte contre les fraudes éventuelles.

Cela peut notamment se faire en consultant des relevés de prêts individuels, par le biais de contrôles sur place, de comptes rendus périodiques,...

Au moins une fois par an, l'EL fournit au Fonds un aperçu des prêts accordés ou négociés par elle ainsi que des interventions dans le cadre du principe du tiers investisseur.

En cas de présomption de fraude, le Fonds utilisera tous les moyens possibles pour clarifier la situation et le cas échéant prendre les mesures nécessaires.

Art. 13bis. Par dérogation à l'article 7, premier alinéa, le Fonds peut également conclure une convention de coopération avec des personnes morales, ou des personnes morales appartenant à une catégorie qui ont été désignées par décision d'un Gouvernement régional et qui a été notifiée au Fonds.

La convention de coopération avec des personnes morales, mentionnées au premier alinéa, se limite aux dossiers concernant les habitations privées, faisant office de résidence principale et situées sur le territoire de la région concernée. La région peut poser des exigences complémentaires à la zone d'action géographique dans laquelle la personne morale concernée est active. Cette zone d'action géographique peut contenir aussi la zone d'action d'une ou plusieurs EL, sans que ceci ait une influence sur le contrat de collaboration du Fonds avec cette EL.

### 3. Principes d'exécution relatifs à la mission

#### Conseil d'administration

Art. 14. Le conseil d'administration est chargé de la gestion du Fonds conformément à l'objectif de la société.

Le conseil d'administration dispose, sous la surveillance du commissaire du gouvernement, d'une autonomie de gestion totale pour réaliser ses objectifs le mieux possible.

Il peut notamment mettre en place des constructions de cofinancement avec n'importe quelle institution financière agréée.

Il peut utiliser des taux d'intérêts différenciés qui sont moins élevés pour le groupe cible prioritaire que pour les autres ayants-droit.

#### Gestion administrative et délégation

Art. 15. Du fait du présent contrat de gestion, le conseil d'administration peut confier à un tiers la gestion administrative du Fonds. Le conseil d'administration peut également confier à un tiers ou à un de ses membres toute mission ou délégation qu'il juge utile pour le développement du Fonds. Il décide des rémunérations liées à ces délégations ou missions.

Art. 16. § 1<sup>er</sup>. L'Etat met à la disposition du Fonds les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Les moyens de fonctionnement nécessaires selon l'enveloppe des crédits disponibles seront inscrits annuellement au budget général des dépenses afin de soutenir les activités du Fonds et des EL.

L'Etat prend les intérêts à charge des emprunts ou des obligations visées à l'article 31, § 2 de la loi. L'émission est rendue subordonnée à un accord préalable écrit du Ministre des Finances.

§ 2. Le Fonds est autorisé à reporter le solde éventuel des moyens de fonctionnement aux exercices annuels suivants.

Le conseil d'administration veillera à ce qu'un déficit financier soit dans un premier temps imputé sur un éventuel excédent des moyens de fonctionnement, après que ce dernier a d'abord été utilisé pour le fonctionnement central du Fonds et le support des entités locales.

Ingeval van kwijtschelding door het Fonds aan de LE, mag deze nooit meer bedragen dan 5 % van het totale door de LE ontleende bedrag.

Art. 13. Het Fonds oefent controle uit op de LE met het oog op het vervullen van haar wettelijke opdracht en het tegengaan van eventuele fraude.

Dit kan onder meer gebeuren door het opvragen van staten van individuele leningen, controle ter plaatse, periodieke rapportering,...

Minstens eenmaal per jaar verstrekt de LE aan het Fonds een overzicht van de door haar toegestane of bemiddelde leningen en van de interventies onder de vorm van derde investeerderprincipe.

In geval van vermoeden van fraude zal het Fonds alle mogelijke middelen aanwenden om duidelijkheid te scheppen in de situatie en desgevallend de nodige maatregelen nemen.

Art. 13bis. In afwijking van artikel 7, eerste lid, kan het Fonds ook een samenwerkingsverband aangaan met rechtspersonen, of rechtspersonen behorend tot de categorieën die bij beslissing van een gewestregering worden aangewezen en waarvan de beslissing aan het Fonds wordt betekend.

Het samenwerkingsverband met de rechtspersonen, vermeld in het eerste lid, beperkt zich tot dossiers aangaande privé-woningen, dienstig als hoofdverblijfplaats en gelegen op het grondgebied van het betrokken gewest. Het gewest kan bijkomende eisen stellen aan het geografische werkgebied waarin de betreffende rechtspersoon werkzaam is. Dit geografisch werkgebied kan ook het werkgebied van een of meer LE omvatten, zonder dat dit een invloed heeft op de samenwerkingsovereenkomst van het Fonds met deze LE.

### 3. Uitvoeringsprincipes met betrekking tot de opdracht

#### Raad van bestuur

Art. 14. De raad van bestuur is belast met het beheer van het Fonds overeenkomstig de doelstelling van de vennootschap.

De raad van bestuur heeft, onder toezicht van de regeringscommissaris een totale beheersautonomie om zijn doelstellingen zo best mogelijk te bereiken.

Hij mag onder meer constructies van cofinanciering opzetten met gelijk welke erkende financiële instelling.

Hij kan gedifferentieerde rentevoeten gebruiken die lager zijn voor de prioritaire doelgroep dan voor de overige rechthebbenden

#### Administratief beheer en delegatie

Art. 15. Door dit beheerscontract kan de raad van bestuur het administratief beheer van het Fonds aan een derde toevertrouwen. De raad van bestuur kan evenzo elke opdracht of delegatie die hij voor de ontwikkeling van het Fonds nuttig acht, ofwel aan derden ofwel aan één van zijn leden toevertrouwen. Hij beslist over de vergoedingen verbonden aan deze delegaties of opdrachten.

Art. 16. § 1. De Staat stelt aan het Fonds de middelen ter beschikking die nodig zijn om zijn opdracht te vervullen.

In de algemene uitgavenbegroting zullen jaarlijks binnen de beschikbare kredieten de nodige werkmiddelen ingeschreven worden ter ondersteuning van de werking van zowel het Fonds als de LE's.

De Staat neemt de interesten ten laste van de leningen of obligaties bedoeld in artikel 31, § 2 van de wet. De uitgifte wordt afhankelijk gesteld van een voorafgaand schriftelijk akkoord van de Minister van Financiën.

§ 2. Het Fonds is gemachtigd een eventueel overschot op de werkmiddelen over te dragen naar volgende werkjaren.

De raad van bestuur zal ervoor zorgen dat een financieel tekort in eerste instantie wordt aangerekend op een eventueel overschot op de werkmiddelen, nadat deze eerst én voor de centrale werking van het Fonds én voor de ondersteuning van de lokale entiteiten zijn aangewend geweest.

L'opportunité d'une éventuelle augmentation de capital sera évaluée entre les membres compétents du gouvernement et le Fonds, après quoi cette augmentation de capital sera soumise à l'approbation du Conseil des Ministres fédéral.

#### 4. Compte rendu

Art. 17. Le conseil d'administration du Fonds doit présenter au moins semestriellement un rapport aux ministres concernant l'exécution de sa mission compte tenu du présent contrat de gestion.

Le conseil d'administration du Fonds présentera chaque trimestre au commissaire du gouvernement un état comptable, établi selon le schéma du bilan et du compte de résultat.

#### 5. Garantie

Art. 18. § 1<sup>er</sup>. Le Fonds peut conclure des conventions de coopération avec des personnes morales ou des catégories de personnes morales, mentionnées à l'article 13bis, si le gouvernement régional concerné offre, pour les prêts qu'elles accordent, une garantie de remboursement à concurrence de 100 % des montants en principal, intérêts et autres frais.

§ 2. La commune sur le territoire de laquelle l'EL intervient en qualité de prêteur de crédit peut être sollicitée pour garantir les prêts qui sont accordés par le FRCE. Cette garantie vaut à concurrence de 95 % des montants en principal, intérêts et autres frais.

Cette garantie peut également être accordée par la région où l'EL est active, mais la région peut poser des exigences supplémentaires à la zone géographique dans laquelle l'EL concernée est active.

§ 3. Le gouvernement régional peut garantir les emprunts qui sont autorisés par le FRCE après l'intervention d'une EL, qui agit en qualité d'intermédiaire de crédit.

La garantie pour les prêts du FRCE visés au premier alinéa se limite à la perte effective en cours, après éviction de toutes les sûretés réelles et personnelles par le prêteur de crédit, et dont le FRCE dispose pour la couverture du prêt.

§ 4. Les engagements relatifs à la garantie des prêts, visés aux §§ 1<sup>er</sup> à 2, sont réputés être exigibles au moment où l'emprunteur n'a pas procédé au paiement conformément aux dispositions du contrat de crédit.

Les montants exigibles sont majorés du taux d'intérêt légal à compter de la date d'exigibilité.

#### 6. Entrée en vigueur

Art. 19. Le présent contrat de gestion entre en vigueur à la date de sa signature.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 juillet 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Le Ministre de l'Intégration sociale,  
Mme M. ARENA

Le Ministre du Climat et de l'Energie,  
P. MAGNETTE

Een eventuele kapitaalsverhoging zal worden geëvalueerd tussen de bevoegde Regeringsleden en het Fonds, waarna deze kapitaalsverhoging ter goedkeuring aan de Federale Ministerraad zal worden voorgelegd.

#### 4. Verslaggeving

Art. 17. De raad van bestuur van het Fonds moet minstens halfjaarlijks een verslag voorleggen aan de ministers, over de uitvoering van zijn opdracht rekening houdend met voorliggend beheerscontract.

De raad van bestuur van het Fonds zal ieder kwartaal een boekhoudkundige staat, opgemaakt volgens het schema van de balans en de resultatenrekening, aan de regeringscommissaris voorleggen.

#### 5. Waarborgen

Art. 18. § 1. Het Fonds kan samenwerkingsverbanden afsluiten met de rechtspersonen of categorieën van rechtspersonen, vermeld in artikel 13bis, indien de betrokken gewestregering 100 % waarborg biedt van de terugbetaling van de hen toegekende leningen in hoofdsom, interesten en andere kosten.

§ 2. De gemeente(n) op wiens grondgebied de LE optreedt in de hoedanigheid van kredietgever, kan worden verzocht de leningen die door het FRGE worden toegestaan, te waarborgen. Deze waarborg geldt ten belope van 95 % van de bedragen voor hun hoofdsom, interesten en andere kosten.

Deze borgstelling kan eveneens worden verleend door het gewest waarin de LE werkzaam is met dien verstande dat het gewest bijkomende eisen kan opleggen inzake het geografische werkgebied waarin de betreffende LE actief is.

§ 3. De gewestregering kan de leningen waarborgen die door het FRGE worden toegestaan na tussenkomst van een LE die optreedt in de hoedanigheid van kredietbemiddelaar.

De waarborg voor de in het eerste lid bedoelde leningen van het FRGE, heeft enkel betrekking op het effectief uitstaand verlies, nadat alle zakelijke en persoonlijke zekerheden, waarover het FRGE beschikt ter dekking van de gewaarborgde leningen, door de leningverstrekker zijn uitgewonnen.

§ 4. De onder toepassing van de waarborg gebrachte verbintenissen, bedoeld in §§ 1 tot 2, worden geacht opeisbaar te zijn op het ogenblik dat de ontleners niet tot betaling is overgegaan conform de bepalingen van de kredietovereenkomst.

De opeisbare bedragen worden, te rekenen vanaf de datum van opeisbaarheid, verhoogd met de wettelijke rentevoet.

#### 6. Inwerkingtreding

Art. 19. Dit beheerscontract treedt in werking op de datum van de ondertekening ervan.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 6 juli 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

De Minister van Maatschappelijke Integratie,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Klimaat en Energie,  
P. MAGNETTE

### SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION DEVELOPPEMENT DURABLE

F. 2009 — 2569

[C - 2009/11314]

6 JUILLET 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 mars 2006 fixant les statuts du « Fonds de réduction du coût global de l'énergie »

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 27 décembre 2005, les articles 30 et 31, § 2;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 2006 fixant les statuts du « Fonds de réduction du coût global de l'énergie »;

### PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST DUURZAME ONTWIKKELING

N. 2009 — 2569

[C - 2009/11314]

6 JULI 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk Besluit van 9 maart 2006 tot vaststelling van de statuten van het « Fonds ter reductie van de globale energiekost »

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 27 december 2005, artikelen 30 en 31, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 2006 tot vaststelling van de statuten van het « Fonds ter reductie van de globale energiekost »;